



Charte de la vie associative capinghemmoise

Pourquoi une charte de la vie associative ?

■ La dynamique associative

Depuis quelques années, les associations locales n'ont cessé de se développer, de mettre en œuvre de nouveaux projets et de nombreuses actions. Elles sollicitent donc de nouvelles formes de soutien de la part des collectivités.

■ Le partenariat municipal

Les formes de soutien à la vie associative se multiplient. Il faut donc les rendre lisibles pour les responsables associatifs.

■ Un partenariat actif

La charte de la vie associative permet une cohérence dans les relations ainsi qu'une lisibilité des orientations. Cette charte, support des relations, renseigne et sert de base aux conventions établies entre la Mairie et les Associations.

1) Critères de reconnaissance des associations

a) Nouvelle association

L'association doit répondre à certains critères et doit fournir à la Mairie :

- le récépissé de la déclaration faite en Préfecture et copie de la publication au Journal Officiel.
- le n° Siret, le n° RNA.
- Un exemplaire des statuts.
- Le procès-verbal de l'Assemblée Générale Constitutive.
- doit souscrire une Police d'assurances garantissant sa responsabilité civile.
- son objectif doit répondre à l'intérêt collectif général et local, c'est-à-dire permettre l'épanouissement individuel dans le cadre d'une pratique d'activités collectives.

b) Associations déjà reconnues

L'association doit fournir à la Mairie chaque année, le compte rendu de son assemblée générale et signaler éventuellement les modifications intervenues dans la composition du Bureau et du Conseil d'administration.

2) Subventions en nature : mise à disposition de locaux, de matériel :

■ Mise à disposition régulière de salles :

- **aucune association n'est « propriétaire » de la salle qui a été mise gratuitement à sa disposition** : la municipalité se réserve le droit d'utiliser toute salle en cas de besoin.
- l'association s'engage à prendre soin des locaux et matériels qui lui sont prêtés et à respecter les créneaux horaires qui ont été définis. De veiller à fermer toutes les portes après le cours. Ne pas mettre le son de la musique trop élevé pour ne pas gêner le voisinage. Ne pas toucher aux réglages du chauffage programmé.

- l'association s'engage à souscrire et à fournir justificatif de toutes les polices d'assurance nécessaires à la garantie de sa responsabilité civile et de son matériel.
- l'association s'engage explicitement à ne pas utiliser les locaux à d'autres fins que celles décrites (sous-location ou mise à disposition sont formellement interdites).
- les dirigeants et les membres des associations s'engagent à ne pas utiliser, ni mettre à disposition d'un tiers les locaux communaux pour une utilisation privée (fêtes familiales, réveillons etc.)
- la salle attribuée à une association, ainsi que le nombre d'heures d'occupation hebdomadaire sont fonction de ses activités et du nombre de ses adhérents.
- occupation pendant les vacances scolaires : celle-ci doit rester exceptionnelle et faire l'objet d'une demande auprès de la Mairie.
- pour tous les utilisateurs, ils doivent avoir quitté les locaux qui leur sont dévolus au plus tard à 22 h30.

■ Occupation occasionnelle de salles

Toute association reconnue par la Commune :

- peut demander à utiliser gratuitement **la salle Robert Gesquière et/ou la salle Multi-activités**, pour y organiser une animation ou une manifestation en rapport avec ses activités ou destinée à aider à son financement (loto, soirée etc.). Cette demande doit faire l'objet d'une « **Convention d'utilisation des salles communales par les associations** ». Cette convention précise **les conditions d'obtention et le règlement intérieur** d'utilisation des salles. Toute demande doit être faite **au moins 1 mois avant la date de l'événement**. La formule de convention est à retirer ou à télécharger sur le site de la Mairie, et à retourner dûment signée complétée des pièces demandées. Pour toutes ses manifestations, les clés sont à retirer et à rendre en Mairie et/ou déposer dans la boîte aux lettres de celle-ci.
- peut demander à utiliser gratuitement **la salle du rez-de-chaussée de l'Espace Associatif** pour y organiser des réunions de travail : conseil d'administration et/ou assemblée générale ; aucune autre manifestation n'est autorisée dans cette salle. Il est interdit d'archiver tous documents, de stocker du matériel. Les plages horaires de prêt de la salle sont exclusivement de 9 h à 22 heures. Cette demande doit faire l'objet d'une « **Convention d'utilisation des salles communales par les associations** ». Toute demande doit être faite **au moins 1 mois avant la date de l'événement**. La formule de convention est à retirer ou à télécharger sur le site de la Mairie et à retourner dûment signée. Les clés sont à retirer et à rendre en Mairie et/ou à déposer dans la boîte aux lettres de celle-ci, le jour même de la réunion. »

Un courrier sera adressé à chaque association en juin de chaque année, afin de faire le point en amont sur les réservations de salles pour les événements, manifestations, réunions concernant l'année suivante.

■ Prêt de matériel

Toute demande de matériel doit être adressée à M. le Maire, au moyen de la « **Convention de mise à disposition de matériel de la commune** », et ce, **au moins 1 mois avant la date d'utilisation**. La formule de convention est à demander en mairie et à retourner dûment signée.

3) Subventions financières

Une subvention est un don qu'une collectivité locale accorde à une association. Il n'existe donc pas de droit à la subvention, ni à son renouvellement. La municipalité a en charge l'intérêt public local ; l'action subventionnée doit donc présenter un intérêt évident pour la collectivité et ses habitants.

En fin d'année, toute association sollicitant une subvention doit déposer en Mairie pour le 20 janvier au plus tard, **le formulaire d'après le cerfa n° 12156*03 à télécharger sur le site de la Commune**, qu'il lui revient de compléter et de retourner accompagné de tous les documents nécessaires à la recevabilité de sa demande. Toute demande de subvention fait l'objet d'une étude et est ensuite soumise à la décision du Conseil Municipal.

4) Informations

■ Fourniture de services

La Commune apporte son concours concernant **l'insertion dans le bulletin municipal « L'écho »** des activités associatives.

Chaque association peut faire paraître dans ce bulletin un article et une photo. Cette publication se fait sous la responsabilité de l'adjoint délégué à la Communication. Il convient de faire parvenir les informations avant le 15 de chaque mois, uniquement par messagerie électronique et sous forme de traitement de texte en fichier joint à l'adresse suivante : d.descamps@ville-capinghem.fr. Les informations transmises doivent être claires et précises et **ne doivent concerner que le mois suivant**.

Débit de boisson

Une association peut ouvrir une buvette temporaire afin de vendre des boissons alcoolisées appartenant aux groupes 1 et 2 de la classification des boissons, pendant une manifestation publique ou d'un événement associatif. Pour ce faire, **une « demande de débit de boisson temporaire » doit être adressée à la Mairie, au moins un mois avant la date de l'évènement**. L'association doit avoir reçu l'autorisation du Maire. L'association n'a pas besoin de faire de demande préalable si la buvette concerne des boissons non alcoolisées, ou si la buvette est réservée aux adhérents.

Buvettes sportives :

Restrictions

Les buvettes ou bars permanents proposant des boissons alcoolisées sont interdits.
Les buvettes ou bars temporaires avec alcool ne sont pas totalement interdits, mais ils ne peuvent être tenus que par un club sportif disposant d'un agrément ministériel et ils ne peuvent pas durer plus de 48 heures.

Extensions

Les buvettes temporaires dans une enceinte sportive s'écartent des limites imposées aux autres buvettes sur 2 points :

- la vente de boissons appartenant au groupe 3 de la classification officielle des boissons est autorisée,
- le nombre d'autorisations est de 10 par an.

Vide-grenier

Une association peut organiser **un vide-grenier**, mais les participants doivent répondre à certaines conditions et l'association doit accomplir des démarches de déclaration. Les participants autorisés sont :

- les particuliers ne vendant ou n'échangeant que des objets personnels usagés ;
- des associations ne vendant que des objets personnels usagés donnés par des particuliers.

L'association doit prévenir la Mairie de son intention de vente au déballage au moins deux mois avant la date prévue. Cette formalité s'effectue en déposant en Mairie le formulaire suivant à télécharger sur le site [www.Service-public.fr/associations/cerfa n°13939.01](http://www.Service-public.fr/associations/cerfa_n°13939.01)

La déclaration doit être accompagnée de la copie de la pièce d'identité du déclarant. L'Association devra tenir un registre permettant l'identification des personnes qui ont vendu ou apporté des objets dans le cadre de la manifestation. A la fin de la manifestation, le registre devra être déposé à la Mairie, sans délai, afin que celui-ci soit visé par Mr le Maire puis transmis en Préfecture.

Loto traditionnel

Un loto traditionnel est un jeu de hasard avec des grilles et jetons numérotés tirés au sort. Un mineur peut y participer.

L'organisation d'un loto traditionnel doit remplir les conditions suivantes : Se faire dans un cercle restreint, le but doit être social, culturel, éducatif, sportif etc., les mises doivent être inférieures à 20 euros, les lots doivent être des biens, des services ou des bons d'achat non remboursables. Les lots ne peuvent pas être des sommes d'argent.

Une association peut organiser un loto traditionnel, faire une demande en Mairie en remplissant le formulaire cerfa n° 11823.02 et en l'adressant à la Mairie.

Loteries et tombolas

Une loterie ou tombola doit être destinée à des actions de bienfaisance, au financement d'activités sportives, au soutien des arts etc. Une demande d'autorisation doit être faite en Mairie via le formulaire cerfa n° 11823.02.

SACEM

Une association doit faire des déclarations à la **société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique** (SACEM) et payer pour pouvoir utiliser de la musique. Pour plus de renseignements : <http://vosdroits.service-public.fr/associations/F31621.xhtml> ou site de : clients.sacem.fr.

5) Promouvoir la vie associative

Au-delà des questions financières et matérielles, la municipalité veut promouvoir la vie associative en favorisant la visibilité des associations et en les informant.

1°) Favoriser le contact avec les associations : en les invitant en septembre de chaque année, à travers une manifestation de promotion du tissu associatif capinghemmois « **Le Forum des Associations** » où un stand sera mis à leur disposition.

2°) Diffuser annuellement sur l'ensemble de la Commune : **un livret de présentation** des diverses activités associatives et autres.

3°) Informer et aider : La Municipalité a conclu une convention avec l'**URACEN** Château Dufour 117 rue du Général de Gaulle 59110 La Madeleine / tél : 03.20.63.91.79 / site : www.uracen.org pour aider et renseigner les associations capinghemmoises dans toute démarche et apporter des réponses à toute question relative au fonctionnement quotidien d'une association (statutaire, juridique, fiscale, sociale etc.). Contact : Monsieur Thomas Desmettre. Ce service est gratuit.

Conclusion

Cette charte permet de clarifier les relations qui unissent les associations à la Commune, en précisant la nature et les limites, et en assurant une complète transparence en toute équité.

Mairie de Capinghem